CONFÉRENCE D'ALGER SUR LA LUTTE ANTITERRORISME

«La crise libyenne met la région sur une poudrière»

Le péril terroriste d'«Al Qaïda au Maghreb islamique», Aqmi, fait l'objet d'une conférence internationale qui regroupe, mercredi et jeudi à Alger, pas moins de 38 délégations. Incontestablement, il s'agit là d'une victoire politique et symbolique pour l'Algérie qui a longtemps fait face à la déferlante terroriste, dans un isolement international quasi-total.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Votre présence atteste de l'importance que vous accordez au partenariat pour la sécurité et le développement dans notre région» dira, à l'ouverture de la conférence, mercredi au palais des Nations à Club-des-Pins, le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel. «Je veux relever avec vous que notre conférence d'aujourd'hui est la première du genre dans son format, parce qu'elle s'ouvre aujourd'hui aux différents partenaires, bilatéraux, organisations régionales, système des Nations-Unies et bailleurs de fonds qui seront pleinement associés à l'examen sous toutes leurs facettes, et d'une manière orientée vers l'action, des problématiques indissociables de la sécurité et du développement.»

Baptisée en effet «conférence de haut niveau sur le partenariat dans les domaines de la sécurité entre les pays du champ et les partenaires extra-régionaux», cette rencontre regroupe les quatre pays concernés, que sont l'Algérie, le Mali, le Niger et la Mauritanie aux Etats les plus importants de la planète, notamment les cinq membres du Conseil de sécurité de l'ONU (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Russie et Chine), et des regroupements régionaux comme l'Union européenne, ou des institutions internationales comme la Banque mondiale.

Cette conférence, confiée par les pays du champ à l'Algérie, intervient dans un contexte régional particulièrement délicat. «Notre conférence prend une dimension particulière eu égard aux risques liés aux répercussions de la situation en Libye, notamment celui de nouveaux flux incontrôlés d'armes de tous calibres vers le Sahel» comme le notera Messahel. Un constat, par ailleurs, unanimement établi par les intervenants à la séance d'ouverture d'hier. Dans une remarquable intervention, le ministre des Affaires étrangères du Niger, Mohamed Bazoum, notera que la situation déjà marquée par la recrudescence du terrorisme depuis quelques mois sera aggravée par «la situation libyenne qui a transformé la région en une véritable poudrière».

En plus des trafics en tous genres qui affectent la région, l'Aqmi qui pénalise fortement ces pays pauvres les privant de leurs rachitiques ressources comme le tourisme, tire le plus grand bénéfice de la crise libyenne. «La circulation des armes a augmenté. Des petites armes de petits calibres mais on a aussi saisi, en juin au Niger, quelque 500 kg de semtex, un explosif extrêmement puissant.» C'est d'ailleurs ce genre d'explosifs qu'utilisent les terroristes d'Aqmi dans leurs derniers attentats kamikazes. «Il n'est pas impossible qu'il y ait davantage d'explosifs mais aussi des missiles sol-air». En marge des travaux, le ministre nigérien a tiré la sonnette d'alarme quant aux risques très graves que fera courir le retour massif d'individus armés ayant pris part au conflit libyen sur le sol du Niger. Le Niger qui a, par ailleurs, du mal à sécuriser ses mines d'uranium, les plus importantes dans le monde.

Photo : New Press

Abdelkader Messahel, lors de la conférence d'Alger sur la lutte antiterrorisme.

Al Qaïda s'est toujours intéressée à ce minerai stratégique et n'a jamais désespéré de se doter d'armes de destruction massive. «Nous ne comprenons pas les raisons qui font que la sécurisation des gisements de l'uranium incombe au gouvernement du Niger.» La France, qui exploite ces gisements n'ayant pas jugé utile de participer à l'effort de sécurité comme le souhaite le gouvernement du Niger.

«L'Algérie exposera sa stratégie militaire»

L'Algérie, qui s'est toujours opposée à une implication militaire étrangère directe dans la lutte antiterroriste dans la région du Sahel, a fini par être unanimement soutenue dans sa position. Par les Américains d'abord, et l'Union européenne ensuite comme le diront leurs représentants respectifs à la conférence. «Nous devons développer nos moyens car notre sécurité nous devons l'assurer nous-mêmes. Cependant, nous avons besoin d'un partenariat. Nous avons besoin de financement. Nous avons besoin de formation, d'équipements et de renseignements», affirmait Messahel.

Jadis au banc des accusés s'agissant de la lutte contre le terrorisme assimilée, durant la décennie 90 à «une atteinte aux droits de l'homme», l'Algérie exposera son expérience lors de cette rencontre. «Nous avons une stratégie militaire.

Elle va être présentée et nous avons aussi une stratégie contre le crime organisé qui sera également présentée à nos partenaires au cours de cette conférence. C'est la première fois qu'ils découvrent notre stratégie», révélera Abdelkader Messahel. Bien évidemment, cela se fera en séance à huis clos.

K. A.

DESERTEC

Le jeu des grands

Desertec. C'est un projet qui nécessite la mobilisation de 400 milliards d'euros d'ici à 2050 pour financer des investissements dans tous les pays du Sahara. L'Algérie en est appelée à jouer un rôle central dans sa mise en œuvre. Parce qu'elle dispose de la plus grande surface désertique où seront implantées les installations d'une part et parce qu'elle est présente dans le consortium initiateur du projet à travers Cevital d'autre part. Tout sur le projet…

Lyas Hallas - Algérie (Le Soir) - L'argument technologique ou le scepticisme sur la capacité de transporter de l'électricité en direction de l'Europe, éventail brandi par les politiques pour se donner le temps nécessaire de réflexion, n'est qu'un alibi. Un câble émanant du consulat des Etats-Unis à Munich, en date du 16 février 2010, restituant un entretien avec un haut responsable de la Munich Re — compagnie allemande d'assurance et chef de file du projet —, montre ainsi l'intérêt que portent, désormais, les Américains au projet. «Il est temps, que les firmes américaines œuvrent pour mieux connaître le Desertec et se positionner à long terme», conclut le rédacteur du câble.Le projet et même s'il «s'éloigne de plus en plus de son concept original et s'adapte à la réalité», note le DG de General Electric Global Research Europe cité dans le câble, reste une «initiative prometteuse» et n'a pas exclu la possibilité de conclure, un jour, des affaires avec Desertec. Tout comme leurs rivaux chinois, lesquels ont déjà dépêché des hommes d'affaires pour discuter des possibilités d'affaires la «Desertec Industrial Initiative (DII)» dans le cadre du projet, les Américains pensent que le Desertec offre beaucoup d'opportunités aux compagnies énergétiques américaines : «Des firmes chinoises ont contacté la DII mais nous n'avons pas vu les firmes américaines se manifester pour le moment», confie Ernest Rauch, directeur du Corporate Climate Center et porte-parole de Munich Re qui souhaite voir des opérateurs américains intégrer la DII, un consortium associant ABB, Abeng Solar, Cevital, e-on, Deutsche Bank, HSH Nord Bank, M+W Zander, Man Solar Millennium, RWE, Scott Solar et Siemens.

«Une taxe carbone rendrait le coût de Desertec raisonnable»

La tâche de ces deux géants du monde ne semble tout de même pas de tout repos et il ne suffit pas d'exprimer son vœu de conclure des affaires. Les Européens sont jaloux de leur initiative. Les retombées du projet leur assureront une énergie abondante et surtout beaucoup d'argent. Même si les initiateurs du projet, des privés, se lassent de plus en plus des «forces politiques positives». «Les règles économiques à l'intérieur de l'Union européenne rendent difficile l'accès aux Américains. Mais, ils peuvent s'associer avec nous en tant que fournisseur de 2e ou de 3e rang.

Les réalisations américaines dans le domaine des énergies renouvelables sont respectables, surtout dans l'énergie éolienne», souligne Rauch qui n'a pas manqué d'exprimer sa déception des résultats du tout dernier sommet sur le changement climatique.

Selon ce responsable, ajoute le mémo, l'adoption d'une réglementation internationale sur les émissions du dioxyde de carbone faciliterait, à long terme, de lever suffisamment de fonds pour financer le projet. Et d'expliquer : «Une taxe carbone assez chère rendrait le coût d'une alternative comme le Desertec plus raisonnable». Et la déception, confie le représentant de Munich Re a poussé la DII à se diriger vers des partenaires privés : «C'est mieux que de s'appuyer sur des forces politiques positives !». Mais, la réussite du projet ne dépend pas seulement des calculs des «Grands». Des pays où devant s'implanter les installations comme l'Algérie sont concernés et ont leur mot à dire. Le représentant de Munich Re, lui, compte sur l'influence de la France dans la région : «Bien que les Français préfèrent coopérer dans le domaine de l'énergie nucléaire, les négociations avec des firmes avancent bien. La DII devrait s'appuyer sur les contacts de la France en Afrique du Nord pour surmonter d'éventuels écueils politiques.»

Pas de problème technologique ni financier, peut-être l'eau…

Sur le plan technologique, le problème ne se pose pas, selon le contact de la diplomatie américaine. Le concept du Desertec, précise-t-on, inclut le développement d'énergie photovoltaïque, éolienne, hydraulique, biomasse et géothermique même si le gros du projet porte sur l'énergie solaire. Et pour le transport de l'électricité produite dans le Sahara, le représentant de Siemens à Munich affirme, note le mémo, que sa compagnie dispose désormais d'une technologie qui facilite le transport à travers des câbles de «haute tension à courant continu», et rentabilise le projet. Des câbles, indique-t-on, devant traverser la Méditerranée pour atteindre l'Europe.

L'investissement, d'un montant de 400 milliards d'euros d'ici à 2050, selon les estimations du Centre aérospatial allemand, est confronté à un autre challenge selon le mémo : l'approvisionnement en eau. «Un KWh d'électricité nécessite cinq litres d'eau pour le rinçage et le refroidissement des réflecteurs solaires à turbine», estime-t-on. Cette eau proviendrait de stations de dessalement d'eau qui seront installées à l'occasion et permettrait de fournir une quantité importante de l'eau douce qui bénéficiera aux populations de la région.

Il convient enfin de signaler que le consortium DII, souligne le câble, s'est structuré en novembre 2009 en une société à responsabilité limitée (Gmbh) avec à sa tête un expert énergétique de renom et dispose désormais un bureau et une adresse».

L. H.